fr

Press release | 10.05.2011

Tests de résistance sur les centrales nucléaires

la France tente d'imposer à l'Europe le moins disant sécuritaire

Alors que l'Union européenne est en train de finaliser ses tests de résistance, Yannick Jadot et Michèle Rivasi, députés européens Europe Ecologie - les Verts, au nom du Groupe des Verts/ALE au PE, appellent le commissaire européen à l'énergie Günther Oettinger à résister à la stratégie du "moins disant sécuritaire" que la France tente d'imposer à l'Europe sur les "stress tests" sur les centrales nucléaires.

Au contraire, le Commissaire doit défendre la prise en compte la plus large possible des risques, l'indépendance de l'expertise et la pleine participation à la définition des critères des Etats membres qui ont choisi de ne pas avoir de centrales ou de les fermer.

Les deux eurodéputés ont réagi suite à l'intervention du commissaire devant le Parlement européen le mardi 10 mai 2011:

"Le Commissaire Oettinger doit garantir la crédibilité des tests de résistance, afin d'imposer les normes les plus strictes de sécurité, minimiser le risque nucléaire en Europe, sachant que ce risque ne disparaîtra qu'avec la sortie progressive mais déterminée du nucléaire. Surtout, il doit affirmer son autorité face aux assauts des pays pro-nucléaires qui veulent faire de cet audit un pur exercice de communication sans remise en cause quelconque des centrales existantes ou futures.

La France a pris le leadership de ce lobby en tentant d'imposer cette semaine le moins disant nucléaire à l'Europe. Alors que l'Union finalise la définition des critères, l'Autorité de Sûreté Nucléaire française vient de publier ses propres critères de tests de résistance. Non satisfaite de ce mépris vis-à-vis du processus européen, la France utilise l'Association des Autorité de sûreté nucléaire d'Europe de l'Ouest (WENRA), qui ne réunit que des pays nucléaires, pour vider de son contenu les recommandations européennes en matière de sûreté qui doivent être discutées à Bruxelles, les 12 et 13 mai prochains, lors de la réunion de l'ENSREG (groupe européen des autorités de régulation dans le domaine de la sûreté nucléaire), qui comprend aussi les pays non nucléarisés.

Nous demandons au Commissaire Oettinger, au nom de la Commission, de maintenir le cap qu'il a présenté et d'afficher une détermination plus forte vis-à-vis du Conseil, et notamment :

- ***de rappeler la France à l'ordre et de refuser sa stratégie de fait accompli pour imposer sa loi nucléaire à l'Europe. La Commission ne peut rester silencieuse face à des tests inutiles et biaisés.***

- ***de défendre dès jeudi à Bruxelles la prise en compte la plus large des risques qu'il a mentionnés, en particulier attaque informatique, attentat terroriste et chute d'avion. Il est scandaleux que les autorités françaises excluent ces derniers risques. En effet il est prouvé qu'aucun réacteur, y compris l'EPR, ne résisterait à une telle chute d'avion. Pire, les piscines de combustibles usés, qui ne bénéficient d'aucune protection particulière, sont dramatiquement vulnérables, comme le prouve la catastrophe de Fukushima.***

Enfin, comment imaginer que ces tests de résistance soient réalisés par les mêmes autorités et experts que ceux qui les pratiquent habituellement. Les tests ne seront crédibles que s'ils sont menés et contrôlés par des experts internationaux indépendants.

C'est à ces conditions que le risque nucléaire sera réduit. Mais seul l'engagement ferme et responsable dans la sortie du nucléaire y mettra fin."

Recommended

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Press release



Conservatives and Social Democrats Put Jobs at Risk

22.10.2026

Press release

© Eva Serrabassa



[Data centres: Tech companies must no longer be allowed…]

21.09.2026

Press release

Leonid Andronov



The EU puts railways on track for better future

19.05.2026

Responsible MEPs



Yannick Jadot

Member



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail